



# COMMUNE DE PREZ

## REGLEMENT RELATIF A LA GESTION DES DECHETS

*Le Conseil général de la commune de Prez*

**Vu :**

- la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD; RSF 810.2);
- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1);
- le règlement du 20 janvier 1998 sur la gestion des déchets (RGD; RSF 810.21);
- le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes (RELCo; RSF 140.11),

**Edicte :**

### DISPOSITIONS GENERALES

#### **Art. 1**    **Objet**

Le présent règlement a pour but d'assurer la gestion des déchets sur le territoire communal.

#### **Art. 2**    **Tâches de la commune**

- <sup>1</sup> La commune est tenue d'éliminer les déchets urbains sous réserve de ceux mentionnés à l'alinéa 2 let. a, ainsi que les déchets de la voirie communale, les déchets des stations publiques d'épuration des eaux et ceux dont le détenteur est inconnu ou insolvable.
- <sup>2</sup> Le Conseil communal peut :
  - a) Proposer l'élimination des déchets urbains soumis à des prescriptions fédérales particulières;
  - b) Décider la prise en charge de l'élimination des déchets d'exploitation, par contrat de droit privé;
  - c) Décider la prise en charge de l'élimination de déchets en dehors du territoire communal, par collaboration intercommunale (art. 107 ss LCo).
- <sup>3</sup> La commune encourage toute mesure de réduction des déchets et informe la population sur leur gestion.
- <sup>4</sup> Elle participe, conformément à la législation, à d'autres tâches relatives à l'élimination des déchets.

### **Art. 3 Surveillance**

La gestion des déchets sur le territoire communal est placée sous la surveillance du Conseil communal.

### **Art. 4 Information**

Le Conseil communal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et leurs caractéristiques, ainsi que sur la question de la lutte contre les déchets sauvages.

### **Art. 5 Interdiction de dépôt**

- <sup>1</sup> Les déchets urbains doivent être remis aux points de collecte conformément aux prescriptions du Conseil communal.
- <sup>2</sup> Sous réserve d'accords intercommunaux (art. 107 ss LCo), seules les personnes physiques résidant et les entreprises ayant leur siège ou une succursale sur le territoire communal sont autorisées à faire usage des installations communales d'élimination des déchets, respectivement à déposer leurs déchets destinés à la collecte.
- <sup>3</sup> Il est interdit de jeter ou de déposer des déchets de toute nature en dehors des installations d'élimination autorisées et en dehors des endroits et horaires définis. Le compostage des déchets verts dans des installations individuelles adéquates fait exception.
- <sup>4</sup> Il est interdit de déverser les déchets dans les canalisations d'égouts.

### **Art. 6 Définitions**

- <sup>1</sup> Les déchets urbains (art. 3 let. a OLED) sont :
  - a) Les déchets produits par les ménages;
  - b) Les déchets provenant d'entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions;
  - c) Les déchets provenant d'administrations publiques et dont la composition est comparable à celle des déchets ménagers en termes de matières contenues et de proportions.
- <sup>2</sup> On distingue en particulier :
  - a) Les ordures, qui sont des déchets mélangés non valorisables destinés à être incinérés;
  - b) Les déchets encombrants, qui sont des déchets combustibles qui, du fait de leur taille ou de leur forme, ne peuvent pas être éliminés au moyen de poubelles usuelles;
  - c) Les déchets collectés séparément, qui sont des déchets qui font l'objet d'une valorisation ou d'un traitement particulier;
  - d) Les déchets spéciaux, qui sont des déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement, requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un ensemble de mesures techniques et organisationnelles particulières même en cas de mouvement à l'intérieur de la Suisse (art. 2 al. 2 OMoD);
  - e) Les biodéchets, qui sont des déchets d'origine végétale, animale ou microbienne (art. 3 let. d OLED);
  - f) Les déchets verts, qui sont des déchets provenant de jardins et de parcs, comme de la taille d'arbres, de branchages, d'herbe, de feuillage.

- <sup>3</sup> Les déchets d'exploitation désignent :
- a) Les déchets produits par des entreprises comptant moins de 250 postes à plein temps et qui, du fait de leur composition en termes de matières contenues et de proportions, ne sont pas des déchets urbains (par exemple des copeaux métalliques produits par des entreprises métallurgiques, des résidus de bois de menuiseries ou des déchets typiquement liés à une exploitation agricole comme les films plastiques de balles);
  - b) Les déchets d'entreprises comptant 250 postes à plein temps ou d'avantage indépendamment de leur composition.

## ORGANISATION DE L'ELIMINATION DES DECHETS

### Art. 7 Collecte sélective

Sont triés et collectés séparément selon les prescriptions du Conseil communal :

- a) Les déchets urbains valorisables tels le verre, le papier, le carton, les métaux, les déchets verts et les textiles;
- b) Les déchets encombrants;
- c) Les déchets spéciaux;
- d) Les déchets soumis à des prescriptions fédérales particulières.

### Art. 8 Déchetterie

Le Conseil communal établit les prescriptions d'exploitation de la déchetterie (déchets acceptés, conditions de leur admission, jours et horaires d'ouverture, etc.) et en organise la surveillance.

### Art. 9 Compostage

- <sup>1</sup> Dans la mesure du possible, les déchets compostables doivent être compostés par leur détenteur·trice dans des installations de compostage individuelles ou de quartier.
- <sup>2</sup> La commune encourage et soutient, par des mesures d'accompagnement, le compostage individuel ou de quartier.
- <sup>3</sup> Les branches, gazons et autres déchets difficilement compostables peuvent être déposés aux endroits indiqués par le Conseil communal.
- <sup>4</sup> Elle achemine les déchets compostables non valorisés vers une installation autorisée.

### Art. 10 Organisation de la collecte

- <sup>1</sup> Le Conseil communal organise la collecte et le transport des déchets urbains et en fixe les modalités; il peut exclure certains objets de la collecte.
- <sup>2</sup> Il propose un ramassage régulier des ordures.
- <sup>3</sup> L'entreposage des déchets urbains en vrac sur le domaine public est interdit.
- <sup>4</sup> L'organisateur·trice d'une manifestation publique prend, à ses frais, toutes les mesures utiles en vue de collecter les déchets générés par l'événement. Le Conseil communal peut lui imposer un concept de gestion des déchets et prévoir des dispositions dans le règlement d'exécution.

## **Art. 11 Déchets des entreprises**

- <sup>1</sup> Le Conseil communal peut autoriser les entreprises à éliminer elles-mêmes leurs ordures et leurs déchets encombrants.
- <sup>2</sup> Le Conseil communal peut déléguer aux entreprises l'élimination de leurs déchets urbains collectés séparément si des contraintes logistiques l'imposent.
- <sup>3</sup> Les entreprises peuvent éliminer elles-mêmes leurs déchets urbains collectés séparément ou confier cette tâche à des tiers. Elles en informent la commune au préalable.
- <sup>4</sup> Les déchets d'exploitation doivent être éliminés par les entreprises, à leurs propres frais. L'article 2 al. 2 let. b est réservé.

## **Art. 12 Incinération des déchets**

- <sup>1</sup> L'incinération en plein air de déchets est interdite. Font exception les déchets naturels des champs et des jardins suffisamment secs pour que leur incinération n'émette pratiquement pas de fumée (art. 26b al. 1 OPair).
- <sup>2</sup> Le Conseil communal peut limiter ou interdire l'incinération de déchets naturels à certains endroits, si des immissions excessives sont à craindre (art. 26b al. 3 OPair). Il publie une information officielle définissant précisément ces endroits.
- <sup>3</sup> Les dispositions plus restrictives de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels sont réservés. Pour l'incinération en plein air de déchets naturels provenant des forêts, l'article 33a du règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles est applicable.

## **FINANCEMENT**

### **SECTION 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

## **Art. 13 Principes généraux**

- <sup>1</sup> La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets dont l'élimination lui incombe. Elle dispose à cet effet :
  - a) Des taxes d'élimination (taxes de base et taxes à la quantité);
  - b) Des recettes de la vente des matières valorisables récupérées;
  - c) Des recettes fiscales;
  - d) Des émoluments.
- <sup>2</sup> Les frais d'acquisition de sacs, de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usager-ère-s.

## **Art. 14 Emoluments**

- <sup>1</sup> Un émolument est perçu pour les contrôles faisant suite à une contestation et pour les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu du présent règlement.
- <sup>2</sup> Le tarif horaire est de 150 francs au maximum.

## **Art. 15 Principes régissant le calcul des taxes**

- <sup>1</sup> Les taxes sont déterminées de manière à permettre la couverture minimum de 70 % des dépenses occasionnées par les frais d'information, de fonctionnement (frais d'exploitation et frais financiers) du service de collecte et des équipements d'élimination des déchets.
- <sup>2</sup> Le 50 % au moins des recettes des taxes provient des taxes proportionnelles à la quantité.
- <sup>3</sup> Le montant des taxes tient compte des coûts de gestion; il doit contribuer à réduire les quantités totales de déchets, à favoriser la valorisation et à assurer un traitement respectueux de l'environnement.
- <sup>4</sup> Les taxes prévues dans le présent règlement s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En cas d'assujettissement de la commune à la TVA, les montants figurant dans le présent règlement sont majorés en conséquence.

## **Art. 16 Mesures sociales**

Le Conseil communal fixe les dispositions particulières en matière de naissance d'un enfant ou d'incontinence.

## **Art. 17 Règlement d'exécution**

Dans les limites fixées par le Conseil général, le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution :

- a) Les taxes d'élimination (taxes de base et taxes à la quantité);
- b) Les émoluments dus pour les contrôles et les prestations spéciales.

## **Art. 18 Déchets exclus de la collecte**

Seuls les sacs poubelles et tout autre contenant avec marque d'acquiescement de la taxe peuvent être présentés à la collecte.

## **SECTION 2 – TYPES DE TAXES**

### **Art. 19 Taxes d'élimination**

- <sup>1</sup> Les coûts de l'élimination des déchets urbains sont mis à la charge des détenteur·trice·s de déchets, au moyen de taxes couvrant les coûts et conformes au principe de causalité.
- <sup>2</sup> Elles se composent d'une taxe de base et de taxes proportionnelles à la quantité.

### **Art. 20 Taxe de base**

- <sup>1</sup> La taxe de base est une taxe prélevée pour l'élimination des déchets urbains, indépendamment du type et de la quantité des déchets éliminés et de la fréquence d'utilisation des prestations.
- <sup>2</sup> Elle est perçue annuellement auprès du·de la détenteur·trice de déchets.
- <sup>3</sup> La situation de l'assujetti·e au 1<sup>er</sup> janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.
- <sup>4</sup> En cas de départ, d'arrivée ou de décès en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.
- <sup>5</sup> Elle est calculée :

- a) Sur la base du nombre de résident·e·s y compris pour les résidences secondaires dès leur majorité et dès la fin du 3ème mois d'établissement;
  - b) Sur la base d'un calcul du nombre d'employé·e·s à temps plein par entreprises.
- <sup>6</sup> Elle est fixée au maximum à :
- a) 100 francs par personne;
  - b) 250 francs pour les indépendant·e·s, les commerces, les artisan·e·s, les exploitations agricoles et les entreprises jusqu'à 5 employé·e·s à temps plein;
  - c) 500 francs pour les entreprises de plus de 5 employé·e·s à temps plein.
- <sup>7</sup> Les sociétés locales et autres associations à but non lucratif sont exonérées de la taxe de base.

#### **Art. 21 Taxe à la quantité**

Les taxes à la quantité sont prélevées auprès du·de la détenteur·trice des déchets et calculées en fonction du type (p. ex. ordures, déchets verts, autres fractions) et de la quantité (volume ou poids) de déchets produits.

#### **Art. 22 Taxe au sac**

- <sup>1</sup> La taxe au sac est fonction de la capacité du sac, selon le modèle imposé par la commune ou par l'entreprise d'élimination mandatée par celle-ci.
- <sup>2</sup> Les taxes maximales suivantes sont applicables :
- a) 3 francs            17 litres
  - b) 5 francs            35 litres
  - c) 7 francs            60 litres
  - d) 10 francs          110 litres

#### **Art. 23 Conteneurs plombés**

- <sup>1</sup> Les conteneurs doivent être plombés en vue de leur collecte.
- <sup>2</sup> Les taxes maximales applicables aux plombs sont fixées à :  
100 francs pour les conteneurs de 800 litres

#### **Art. 24 Taxe sur les déchets encombrants**

- <sup>1</sup> Les déchets encombrants sont définis dans le règlement d'exécution. Ceux-ci ne sont pas soumis à une taxe particulière.
- <sup>2</sup> Les gros volumes de déchets résultants de déménagements de greniers, d'appartements, de maisons ou de travaux importants tels que constructions, rénovations et démolitions doivent être éliminés par leurs détenteur·trice·s à leurs propres frais au point de collecte cantonal autorisé.

#### **Art. 25 Taxes sur les déchets soumis à des prescriptions particulières**

- <sup>1</sup> Les dépenses afférentes à la collecte des déchets soumis à des prescriptions fédérales particulières sont financées au moyen d'une taxe fixée pour chaque type de déchets. Elles sont prélevées auprès du·de la détenteur·trice.
- <sup>2</sup> Le Conseil communal fixe dans le règlement d'exécution la liste des déchets que la commune reprend.
- <sup>3</sup> Le montant de la taxe doit correspondre aux tarifs pratiqués par les entreprises de collecte.

## **Art. 26 Déchets d'exploitation**

- <sup>1</sup> Les modalités de financement des déchets d'exploitation sont définies sur la base d'un accord avec le·la détenteur·trice conformément à l'article 2 al. 2 let. b.
- <sup>2</sup> Les coûts sont couverts par des recettes figurant de manière séparée des taxes dans la comptabilité communale.

## **INTERET MORATOIRE, SANCTIONS, VOIES DE DROIT ET PRESCRIPTION**

### **Art. 27 Intérêt moratoire**

Toute taxe, contribution ou émolument non payés à l'échéance portent intérêt au même taux que celui fixé pour l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

### **Art. 28 Sanctions pénales**

- <sup>1</sup> Toute contravention aux articles 5 à 12 et à l'article 18 du présent règlement est passible d'une amende de 20 francs à 1000 francs selon la gravité du cas.
- <sup>2</sup> Le Conseil communal prononce les amendes en la forme de l'ordonnance pénale. Le·La condamné·e peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal, dans les 10 jours dès la notification de l'ordonnance pénale (art. 86 al. 2 LCo).
- <sup>3</sup> Les dispositions pénales du droit fédéral et cantonal en la matière restent réservées.

### **Art. 29 Voies de droit**

- <sup>1</sup> Les décisions prises par le Conseil communal, l'un de ces services ou un délégataire de tâches communales concernant l'application du présent règlement, sont sujettes à réclamation dans les 30 jours auprès du Conseil communal. Les réclamations doivent être écrites et contenir les conclusions et les motifs du·de la réclamant·e.
- <sup>2</sup> Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou partie par le Conseil communal, un recours contre cette décision peut être adressé à la Préfecture de la Sarine dans un délai de 30 jours dès sa communication.
- <sup>3</sup> Les voies de droit en matière pénale (art. 86 al. 2 LCo) et en matière d'amende d'ordre (art. 36f LGD) demeurent réservées.

### **Art. 30 Prescription**

Il est renvoyé aux dispositions de la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD) sur la prescription du droit de taxer et du droit de percevoir la taxe.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### **Art. 31 Abrogation**

Les règlements relatifs à la gestion des déchets des anciennes communes de Corserey du 5 mai 1999, de Noréaz du 31 mai 2012 et de Prez-vers-Noréaz du 17 décembre 1998 sont abrogés.

## Art. 32 Exécution

- <sup>1</sup> Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent règlement et édicte à cet effet un règlement d'exécution sur les déchets.
- <sup>2</sup> Il prend les mesures de police et effectue les contrôles nécessaires.
- <sup>3</sup> L'exécution par des délégués de tâches publiques communales est réservée (art. 5a LCo).

## Art. 33 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier qui suit son adoption par le Conseil général, sous réserve de son approbation par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME).

Adopté par le Conseil général lors de sa séance du 12 octobre 2023.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL :

La Secrétaire communale



Mireille Gross

Le Président

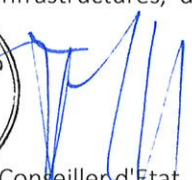


Samuel Gendre

Approuvé par la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME), le

07 DEC. 2023



  
Le Conseiller d'Etat, Directeur  
Jean-François Steiert





# COMMUNE DE PREZ

## REGLEMENT D'EXECUTION RELATIF A LA GESTION DES DECHETS

*Le Conseil communal de la commune de Prez*

Vu :

- le Règlement communal relatif à la gestion des déchets du 12 octobre 2023,

Edicte :

### DISPOSITIONS GENERALES

#### Art. 1 Généralités

La commune de Prez dispose de trois déchetteries réparties sur le territoire communal :

- a) La déchetterie de Corserey;
- b) La déchetterie de Noréaz;
- c) La déchetterie de Prez-vers-Noréaz.

#### Art. 2 Les ordures

Les ordures qui sont des déchets mélangés non valorisables destinés à être incinérés doivent être déposés dans les sacs taxés et déposés dans les différents containers disposés sur le territoire communal.

#### Art. 3 Déchets encombrants

- <sup>1</sup> Les déchets encombrants se définissent comme étant des objets qui ne peuvent pas être mis dans les sacs poubelles du fait de leur taille ou leur volume. Selon leur composition, ils doivent être démontés et déposés dans les différentes bennes à disposition dans la déchetterie conformément au tri sélectif des déchets.
- <sup>2</sup> Les éléments suivants sont notamment considérés comme des déchets encombrants :
  - a) Le mobilier usagé;
  - b) Le matériel de loisirs;
  - c) Les contenants en plastique de plus de 5 litres.
- <sup>3</sup> Tous sacs poubelles non-transparents sont interdits dans la benne des déchets encombrants.

#### Art. 4 Déchets acceptés en déchetterie

- <sup>1</sup> Le bois, le papier, le carton, le verre, l'aluminium, la ferraille, les déchets inertes, le PET, le sagex, les piles et accumulateurs, les tubes luminescents, les habits et chaussures, les capsules de café en alu.

- <sup>2</sup> Les déchets ménagers, les déchets de jardin et gazon sont à éliminer selon les dispositions communales (site internet, « Mémo-déchets »).

#### Art. 5 Déchets particuliers acceptés en déchetterie

Les huiles minérales et végétales ainsi que les appareils électriques et électroniques sont repris en déchetterie.

#### Art. 6 Accès aux déchetteries

- <sup>1</sup> L'accès aux déchetteries de Corserey, Noréaz et Prez-vers-Noréaz est autorisé à toute personne physique résidant sur le territoire communal.
- <sup>2</sup> L'accès aux déchetteries de Corserey, Noréaz et Prez-vers-Noréaz est autorisé aux entreprises ayant reçu une autorisation préalable du Conseil communal.
- <sup>3</sup> Les détails d'exécution propres à chacune des déchetteries communales sont décrits dans un catalogue explicatif appelé « Mémo-déchets ».
- <sup>4</sup> Sauf autorisation du Conseil communal, l'accès aux déchetteries est interdit à toute personne qui ne remplit pas les conditions d'usager-ère telles que définies aux articles 5 al. 2 et 11 du règlement du 12 octobre 2023 relatif à la gestion des déchets.

#### Art. 7 Horaires des déchetteries

- <sup>1</sup> Les déchetteries sont ouvertes hebdomadairement aux horaires suivants :

##### Corserey :

Toute l'année :	Mercredi	18h30 à 20h00
	Samedi	08h00 à 10h30

##### Noréaz :

De mars à novembre :	Mercredi	16h30 à 18h30
	Samedi	09h00 à 11h30 13h00 à 15h00
De décembre à février :	Mercredi	16h30 à 18h30
	Samedi	09h00 à 11h30

##### Prez-vers-Noréaz :

Horaire d'hiver :	Lundi	10h00 à 11h30
	Jeudi	16h00 à 17h00
	Samedi	09h00 à 11h30
Horaire d'été :	Lundi	10h00 à 11h30
	Jeudi	18h00 à 19h00
	Samedi	09h00 à 11h30

- <sup>2</sup> Les déchetteries sont fermées les jours fériés, ainsi que les 24 et 31 décembre s'ils tombent sur des jours habituels d'ouverture prévus dans la semaine.
- <sup>3</sup> Le Conseil communal peut décider de fermetures ou d'horaires spéciaux qu'il communique le cas échéant au moyen du bulletin communal, par affichage en déchetterie, via le site internet communal et l'application iSarine.

## Art. 8 Emolument

Le tarif horaire est fixé à 100 francs.

## Art. 9 Taxe de base

La taxe de base est fixée comme suit :

- a) Pour un·e résidant·e adulte : 63 francs sans TVA;
- b) Pour les indépendant·e·s, les commerces, les artisan·e·s et les entreprises jusqu'à 5 employé·e·s inscrit·e·s au Registre du Commerce, et les exploitations agricoles : 200 francs;
- c) Pour les entreprises de plus de 5 employé·e·s : 400 francs.

## Art. 10 Taxe au sac

- <sup>1</sup> Le prix des sacs pour les déchets ménagers est fixé par l'entente intercommunale SACCO dont fait partie la commune.
- <sup>2</sup> Le prix des sacs par rouleaux de 10 pièces, TVA incluse, est :
  - a) Sac de 17 litres : 11.60 francs;
  - b) Sac de 35 litres : 21.00 francs;
  - c) Sac de 60 litres : 33.50 francs;
  - d) Sac de 110 litres (5 pièces) : 31.00 francs.

## Art. 11 Conteneurs plombés

Pour les conteneurs d'une capacité maximale de 800 litres, le plomb est fixé à 32.00 francs, TVA incluse.

## Art. 12 Prescriptions particulières

La commune accepte gratuitement les langes et protections urinaires à éliminer dans des sacs transparents.

## Art. 13 Entrée en vigueur

Le présent règlement d'application entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 7 décembre 2023.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La Secrétaire communale



Mireille Gross



Le Syndic



David Bonny